

Faut-il prévenir les enfants ?

Introduction

Bruno Deswaene, Françoise Petitot

Depuis la fin du XIX^e siècle, notre histoire sociale est marquée de campagnes de prévention : contre l'alcoolisme, la tuberculose, le sida, le tabagisme, et depuis le milieu du XX^e siècle par le souci de la protection de l'enfant qui a suscité des campagnes de prévention non plus de certaines maladies mais de difficultés dans l'éducation et la vie des enfants (maltraitance, abus sexuels, violences sexuelles).

Si la « passion de l'enfance » à laquelle nous assistons depuis quelques années se marque dans la vie familiale, institutionnelle, législative, médiatique, il nous a semblé intéressant d'étudier comment ce discours se déploie dans les différentes campagnes de prévention et d'examiner la cohérence interne de ces discours, les éventuelles collusions entre différents messages, voire la congruence entre intentions affirmées et textes et images produits.

« Où se niche la prévention ? » interroge Laurence Gavarini ; et elle retrace la construction sociale de cette nouvelle idée de l'enfance, des normes et des valeurs éducatives et comportementales qu'elle génère en lien avec les notions de victimologie et de traumatisme, qui constituent le sous-bassement des politiques de prévention actuelles.

« Prévenir la violence, c'est dire le mal » écrit Dominique Ottavi ; c'est « le nommer, l'identifier, le désigner, le décrire, et le juger ». Cette question est aussi celle d'Hubert Lisandre qui, en s'appuyant sur les analyses foucaaldiennes, étudie « les enjeux d'une notion contradictoire, contingente par essence, et pour cela fondamentalement politique, dont l'impact subjectif dépend moins de la raison que du fantasme. » Car « il ne suffit pas en effet de dire ce qui est susceptible d'arriver et que l'on veut éviter, il faut encore le bien dire pour reprendre l'expression de Jacques Lacan », poursuit Dominique Ottavi. « Prévenir efficacement, [...] au sens de protéger, ce ne peut être simplement avertir, c'est faire exister symboliquement l'agression alors qu'elle n'est encore que virtuelle, c'est aussi, indissociablement, exercer le jugement, et activer le sentiment de la peur pour le dominer. »

Cependant, ceux à qui l'on s'adresse dans ces campagnes qui visent la santé et le mieux-être de l'enfant et des adultes, ne sont pas toujours clairement identifiables. Qui sont les populations visées, ou quelle est la « cible », comme le disent les spécialistes de la communication médiatique ? Sont-elles les mieux placées pour entendre ces messages sanitaires ou éducatifs ? Il est dès lors normal que l'on s'interroge sur les intentions d'une prévention « qui prendrait pour cible » l'enfant. Finalement, qu'est-ce que « prévenir » un enfant ? C'est aller au devant de lui, l'avertir pour qu'il

devienne un « prévenu », nous démontrent Dominique Lassarre et Aurélie Accabat dans le cadre des campagnes contre « la mal-bouffe », qui pourtant débouchent souvent sur « les néophobies alimentaires ». Dominique Garcia-Fons souligne pour sa part « la confusion dangereuse » dans laquelle nous sommes susceptibles d'être si la prévention ne précise pas clairement ses objectifs et ses moyens. La prévention peut devenir pornographique, nous dit-elle, en s'appuyant sur des campagnes de prévention agressives. « Il y a quelque chose de paradoxal dans le message : on dit quelque chose, mais on ne donne pas d'éléments pour réagir. Ce serait juste montrer, donner à voir. » La quête « d'un retour sur investissement » dans les campagnes de prévention risque d'engager à faire de la violence, la mort, la souffrance, le traumatisme, des produits marketing emballés dans un package « vendeur ». Il apparaît que les campagnes de prévention façonnent l'opinion publique comme on façonne la mode, en se succédant à la manière d'un défilé. Avec un certain succès lorsque, dans l'affaire d'Outreau, on entend le procureur attribuer au « mythe pédophile » le scandale de l'instruction.

« La “prévention”, c'est la tentative d'empêcher quelque chose d'arriver ; “prévenir”, c'est avertir en vue de préparer une personne à se défendre, à se protéger, c'est aussi anticiper. » De la prévention du sida à celle des abus et des violences sexuelles, c'est une certaine éducation à la sexualité qui est demandée aux intervenants dans les établissements scolaires, ce qui ne va pas sans questions, comme le montre Liliane Lasset. Michela Marzano, pour sa part, tente de cerner les pièges du rapport entretenu entre prévention et adolescence, montrant que sous couvert d'une protection, c'est « aussi enfermer [l'adolescent] à l'intérieur d'une connaissance préfabriquée ». C'est également signifier notre opinion préconçue sur la capacité de l'enfant et de l'adolescent à être acteurs de leur vécu et dénier, encore et toujours, l'avènement de leur désir et de leur sexualité. En effet, relativement à la campagne qui a accompagné la vidéo canadienne « Mon corps, c'est mon corps¹ ! », comment se peut-il que nous ayons demandé à un enfant de devenir plus adulte que les adultes en sachant par exemple savoir repérer « lorsque ça lui fait oui ! ou lorsque ça lui fait non » ? À faire de l'enfant un être à prévenir, n'est-il pas expulsé de sa place d'enfant, en écho à la logique du pédophile qui pense que l'enfant peut être considéré comme un égal ?

Sommes-nous réellement en mesure d'évaluer l'effet produit sur l'enfant, l'adolescent ? s'interroge Catherine Marneffe. À vouloir le protéger à tout prix, écrit-elle, ne lui fait-on pas payer le prix de la déresponsabilisation des adultes ? La prévention ne se destitue-t-elle pas alors de son rôle et de sa fonction véritables en appelant à la méfiance systématique envers les adultes plutôt qu'à mobiliser un « vivre-ensemble », comme tente de le faire le programme de prévention de la maltraitance à l'initiative du ministère de la Communauté française de Belgique ?

Les pouvoirs publics et associations mandatées sont porteurs d'un discours adressé à la fois aux familles, à l'enfant ou à l'adolescent, aux intervenants sociaux et éducatifs, et plus généralement à l'ensemble des adultes. Dans son « Journal de campagne », Vincent Magos décline les difficultés à constituer les discours de prévention, l'affrontement des différentes forces en présence, face aux idéologies militantes et aux enjeux politiques ou lucratifs. Il montre comment le support médiatique et télévisuel dont usent les protagonistes de la prévention, entraînent parfois les actions de prévention

1. On relira à ce sujet l'article de Lucette Collin et Jean-Marc Suzzarini dans *La Lettre du GRAPE, Éthique et prévention*, n° 13, octobre 1993.

vers une chasse aux sorcières plutôt que vers une véritable logique préventive. Cela produit alors du tohu-bohu, du spectaculaire, de l'indignation, de la publicité, du commercial. Étrange que d'une part on appelle à la dénonciation de la pédophilie, alors que de l'autre on laisse se développer les spots publicitaires où le corps de l'enfant apparaît comme un possible objet érotique ! Nous sommes dans le paradoxe avec notre gestion du danger et des risques.

Prévenir, c'est aussi avertir. Là où la bonne volonté pense éviter des exactions, ne fait-elle pas qu'en donner l'idée ? La prévention pourrait-elle pousser au passage à l'acte ? Dans son article, Bruno Deswaene montre qu'il apparaît difficile d'envisager les effets de signifiant de ces messages publics. Sous couvert de rendre l'enfant acteur, partenaire, c'est souvent le jeu de la perversion sociale et d'une subversion du sujet qui est ici à l'oeuvre. Il y aurait du jouissif socialement correct, légitimé, voire financé, au nom de la sauvegarde ou du sauvetage de l'enfance.

« Prévenir les enfants suppose [...] qu'on attende d'eux une attitude, une initiative, une forme de responsabilité. Or, toutes ces opérations semblent singulièrement difficiles à l'époque contemporaine, et si le problème se manifeste à différents niveaux, il représente pour l'éducation une difficulté supplémentaire », écrit Dominique Ottavi. Comment alors penser une politique de prévention dans laquelle l'enfant ne serait pas simple objet et ne porterait pas pour autant, seul, le poids de la prévention, mais dans laquelle les responsabilités seraient justement et clairement positionnées ?